

Etre éditeur et communiste pendant la guerre froide

Marie-Cécile Bouju

► **To cite this version:**

Marie-Cécile Bouju. Etre éditeur et communiste pendant la guerre froide : le cas des maisons d'édition du Parti communiste français 1944-1956. Publishing and Politics in France and Great-Britain (in the aftermath of the Second World War), Nov 2006, Oxford, Royaume-Uni. <halshs-00186666>

HAL Id: halshs-00186666

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00186666>

Submitted on 11 Nov 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Etre éditeur et communiste pendant la guerre froide : le cas des maisons d'édition du Parti communiste français 1944-1956

Un éditeur est un médiateur, permettant la rencontre entre une œuvre, dont il permet la mise en forme pour sa diffusion, et un public. Le plus souvent il s'agit d'un marchand, mais dans de rares cas il peut s'agir aussi d'hommes et de femmes militant pour une cause. Il fait partie des « hommes doubles » chers à C. Charle¹.

Or, le terme « éditeur » n'apparaît jamais dans les archives de direction du PCF². Il est utilisé parfois pour désigner les responsables directs des maisons d'édition du PCF dans la presse communiste. En revanche, il apparaît systématiquement lorsqu'il est question d'éditeur « bourgeois ».

Depuis le milieu des années vingt, le PCF a choisi de se doter de maisons d'édition ayant pignon sur rue, avec des responsables désignés. Qui sont ces militants dont on tait la fonction³ ? Ce silence signifie t-il que cette fonction n'existe pas ?

1. L'appareil éditorial du PCF : service de propagande ou des maisons d'éditions ? 1944-1949

La situation de l'appareil éditorial du PCF à la Libération est proche de ce qu'elle fut pendant le Front populaire⁴. Nous ne sommes plus en présence d'officines militantes, dont l'essentiel de l'activité est la publication et la diffusion de brochures. Il s'agit désormais de maisons d'édition, déclarées au

¹ C. Charle. Le Temps des hommes doubles. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXXIX, vol. 1, p. 73-85.

² Archives du bureau politique et du secrétariat : 1920-1939, IML ; depuis 1944, Archives départementales de Seine-Saint-Denis.

³ Cette intervention est tirée de notre thèse d'histoire : *Les Maisons d'édition du Parti communiste français, 1920-1956*, sous la direction de Marc Lazar, Institut d'études politiques de Paris, 2005, 809 p.

⁴ L'appareil éditorial était alors constitué du Bureau d'éditions, dirigé par R. Hilsum, des Editions sociales internationales, dirigées par L. Moussinac, et du Comité populaire de propagande.

Tribunal de commerce, publiant des livres en majorité et utilisant les principaux outils du monde éditorial (presse professionnelle et publicité).

Toutefois, l'objectif premier de la direction du PCF est très éloigné de ce que l'on pourrait imaginer être l'activité d'une maison d'édition : publier en masse des manuels de formation politique, pour accueillir dans l'orthodoxie des milliers de nouveaux militants qui viennent prendre leur carte⁵. C'est dans un second temps, à la fin de l'année 1944, que la direction reconstitue une structure éditoriale destinée à assurer la production de cette littérature. Il s'agit des Editions sociales.

Cet établissement est dirigé par un militant chevronné, autodidacte, qui a travaillé pour le Komintern et pour les éditions avant guerre, Joseph Ducroux. Il n'a pas été choisi pour ses titres universitaires mais pour sa fiabilité politique et sa connaissance des us et coutumes de l'appareil politique. La direction choisit avant tout un militant.

En 1945, deux maisons d'édition littéraires héritées de la clandestinité naissent officiellement. Les éditions Hier et Aujourd'hui sont l'héritière d'une collection éponyme créée en septembre 1941, qui devaient publier des textes littéraires (Hugo, Maupassant) pour renforcer la propagande. A la libération, elle publie des romans, en particulier des rééditions de romans soviétiques d'avant guerre et des classiques. Elle est dirigée par Marcelle Hilsum, qui a travaillé longtemps dans la presse et l'édition, en particulier aux côtés de son mari René Hilsum, et pour un journal communiste pour enfants *Mon Camarade*⁶.

Autre maison qui sort de l'ombre, la Bibliothèque française. Elle naît en 1943, en liaison avec le Front national des écrivains zone sud, comme réponse aux Editions de Minuit créées en février 1942⁷. Dans son inspiration éditoriale comme dans ses liens avec la politique, elle est l'émanation des ambitions de Louis Aragon qui en est le fondateur et le directeur, pendant et après la guerre. Sa production est d'abord une défense un réalisme français – tel que le défend L. Aragon - qui puise dans la tradition romanesque du XIX^e siècle⁸.

⁵ De 300 000 en 1938, les effectifs du PCF atteignent le chiffre de 815 000 adhérents en 1946.

⁶ Marcelle Hilsum. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* [CD-Rom], Editions de l'Atelier, 1997.

⁷ Anne Simonin. *Les Éditions de Minuit, 1942-1955. Le devoir d'insoumission*. IMEC, 1994, 528 p.

⁸ Reynald Lahanque. *Le Réalisme socialiste en France (1934 – 1954)*. Thèse de littérature française, sous la direction de Guy Borelli : université de Nancy 2, 2002, 1060 p.

Nul part dans ce tableau ne se dégage une figure type de l'éditeur choisi par le Parti communiste. Le seul point commun entre ces individus est leur fiabilité politique. Cette absence de figure type correspond à la relative indifférence dont font l'objet ces maisons d'édition. Cette indifférence n'est toutefois pas totale. En effet, aucun de ces responsables de ces maisons d'édition n'est laissé libre de leurs choix. Comme avant guerre, ils sont soumis à l'autorité du Secrétariat du PCF, qui désigne un de ses membres pour suivre leurs activités. Les responsables se succèdent à la Libération : André Marty puis Etienne Fajon.

Si contrairement aux questions intellectuelles ou à la presse, l'édition ne dépend d'aucune section, elle est parfois coiffée d'une commission à l'existence aléatoire. Cette « commission des éditions » est chargée de suivre l'ensemble de l'activité éditoriale française, celle des éditions communistes comme celle des non communistes. Elle est chargée de la lecture de manuscrits et de textes publiés, dont elle peut interdire la diffusion dans les organisations du PCF. En 1947, elle censure ainsi les *Statues de sel* de L. Moussinac, pourtant publiée par la Bibliothèque française⁹.

Enfin, le grand changement par rapport à l'avant guerre est l'apparition d'un pouvoir officieux, incarné par Jean Jérôme, qui détient un pouvoir (réel ou fantasmé) en matière financière et qui aurait l'oreille des Soviétiques. Forte personnalité avec un entretient supposé important, il interviendrait à tous les niveaux de décisions : personnel, financier, éditorial¹⁰. En effet, et c'est bien une des différences majeures avec les « éditeurs bourgeois », aucun des responsables des maisons d'édition n'ont le contrôle du budget de leur entreprise.

Ces contrôles multiples sont a priori la preuve de négation de la fonction d'éditeur, réduite à celle d'un pur exécutant des décisions prises par le pouvoir politique. D'une part, les hommes et femmes qui occupent ces fonctions ne se soumettent pas tous et surtout en permanence à cet état. La relation entre la ligne éditoriale de la Bibliothèque française et les convictions

⁹ Pierre Daix. *J'ai cru au matin*. Robert Laffont, 1976, p. 187-188.

¹⁰ Voir par exemple le témoignage de R. Hilsum sur son retour de déportation. René Hilsum. Entretien avec Claude Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, n°12, p. 89-108.

de son directeur le démontre clairement, y compris dans sa complexité. D'autre part, les interventions du pouvoir politique (commission des éditions, bureau politique, secrétariat) sont toujours ponctuelles et très liées aux tensions de l'actualité politique.

2. Le livre en guerre, l'éditeur au front 1949-1953

Cette période est d'abord la confirmation d'une totale soumission des « éditeurs » au pouvoir politique. Dès l'entrée dans la guerre froide, le PCF mobilise l'ensemble de ses militants et organisations qui lui sont rattachées, dont ses maisons d'édition. Mais le Parti communiste a également un autre motif pour intervenir de manière radicale sur l'activité de ces structures.

L'année 1947 n'est pas seulement une année de crise politique : elle est aussi celle de la crise de l'édition, frappée à la fois par une crise de surproduction (les lecteurs sont plus soucieux d'acheter le nécessaire que l'accessoire qu'est le livre en cette période de pénurie et se détourne d'une production qui semble ne pas correspondre aux attentes du public), la rareté et le prix du papier, et plus globalement une situation de marasme économique¹¹. Est-ce la crise économique ou la crise politique qui frappe ces maisons d'édition ? Il est difficile de faire la part de ces événements. Une chose est certaine : elles sont dans une période de crise, avec des méventes d'autant plus importantes que les tirages étaient élevés. Première conséquence : elles sont conduites à réduire leurs tirages, qui passent ainsi de 20 000 en 1946 à 11 000 exemplaires en 1950, puis à 5 300 en 1954. Cette baisse sera la seule concession au marché : les exigences en matière de propagande entraînent le maintien une production éditoriale en nombre de titres au moins égales (autour de 80 titres par an).

Mais le poids financier et la nécessité de maintenir une relative cohérence politique entraîne une réorganisation complète des maisons d'édition à vocation littéraire. Entre 1947 et 1949, les éditions Hier et Aujourd'hui et la

¹¹ La production éditoriale française baisse de 10 à 20 % entre 1947 et 1950. Isabelle de Conihout. La Conjoncture de l'édition. *Histoire de l'édition française. T. IV : le livre concurrenté, 1900 – 1950*. Fayard – Cercle de la librairie, 1991, p. 70 – 96 ; - Hervé Renard et François Rouet. L'économie du livre : de la croissance à la crise. *L'Édition française depuis 1945*. Cercle de la Librairie, 1998, p. 640-737

Bibliothèque française (ainsi que les éditions France d'Abord) fusionnent pour constituer une nouvelle entreprise en 1949 : les Editeurs français réunis.

La question de la direction des EFR se pose en terme humain et politique. Qui d'Aragon et de Marcelle Hilsum dirigera les EFR ? Après une cohabitation difficile pendant quelques mois, Aragon, devient le directeur littéraire de EFR en 1949. Il est évident que la position politique favorable d'Aragon et son aura dans le monde intellectuel lui permet de rester le seul directeur des EFR.

La politique éditoriale des EFR devient alors tout à fait singulière. D'une part elle est la maison d'édition de la guerre froide : elle représente 57 % de la production éditoriale communiste en 1952. D'autre part, ce fer de lance de la propagande communiste publie à plus de 70 % des romans, français d'abord, russe ensuite. Mais, contrairement aux Editions sociales, elle publie aussi des textes très liés à l'actualité politique (l'Affaire Rajk en 1949, Mitchourine, Lyssenko et le problème de l'hérédité en 1951, ...). Esthétiquement, elle se revendique réaliste, sans qu'elle ne parvienne à donner une incarnation précise à ce genre¹².

Quant aux Editions sociales, l'entrée dans la guerre froide se fait sans a-coups. Sa production varie peu (autour de 30 titres par an). Ce relatif détachement par rapport à l'actualité s'explique toujours par le lien qui unie cette maison d'édition à la formation politique dans les écoles. Sa créativité éditoriale est alors relativement limitée, puisque que sa mission première est de reconstituer un fonds de littérature marxiste-léniniste, détruit pendant la guerre¹³.

La guerre froide confirme t-elle l'absence de la figure de la l'éditeur ? En terme d'organisation politique, c'est certain. Si la commission des éditions paraît curieusement moins active, les autres acteurs restent très présents (bureau politique, secrétariat). De même, les responsables de maisons d'édition ont toujours à faire avec Jean Jérôme qui intervient toujours officieusement. Le responsable des éditions au sein du secrétariat prend une

¹² Reynald Lahanque. *Op. cit.*

¹³ René Hilsum. Entretien avec Claude Willard. Du dadaïsme aux éditions du P.C.F. *Cahiers d'histoire de l'Institut de recherche marxiste*, 1983, n°12, p. 89-108.

nouvelle ampleur avec la nomination de François Billoux, qui semble avoir occupé cette fonction avec un intérêt plus affirmé que ces prédécesseurs¹⁴.

Ces contrôles n'empêchent pas que la vie quotidienne des maisons d'édition du PCF est toujours peu présente dans les débats au sein du PCF. Elle intéresse la direction seulement lors de grandes et ponctuelles campagnes autour d'un individu, un événement et une œuvre¹⁵. Cette action ponctuelle passe par un mode d'intervention spécifique dans la vie des maisons d'éditions. Ainsi, la direction du Parti nomme souvent le ou les personnes chargées de la relecture et préparation d'un manuscrit, fixe le prix, le tirage, la date de parution d'un titre et définit les grandes lignes de la publicité à mener.

Ce mode de contrôle et d'intervention ponctuelle, outre la présence de F. Billoux ou de J. Jérôme, est rendu possible également par une organisation spécifique de la direction des maisons d'édition. Aux ES et aux EFR, elle est toujours double, avec d'un côté l'*editor* au sens anglo-saxon du terme et de l'autre un administrateur-gestionnaire.

Pour les EFR, le duo est composé de Aragon à la direction littéraire et de Raymond Hallery PDG de la maison depuis 1949. Les témoignages concordent sur deux points principaux. Aragon, est un infatigable chercheur d'auteurs et de manuscrits, utilisant ses réseaux, et soutient la diffusion des œuvres publiées, dans la presse ou dans des manifestations publiques¹⁶. R. Hallery a pour fonction de contrôler l'organisation matérielle et en particulier budgétaire de cette activité, avec J. Jérôme au-dessus de lui¹⁷. L'histoire des EFR est marquée par le conflit constant entre Aragon et Jean Jérôme, à qui le premier reproche son ingérence dans la vie des EFR et d'empêcher les EFR de se développer de manière cohérente.

Pour les Editions sociales, la configuration des pouvoirs est différente. Joseph Ducroux est d'abord un militant fiable et un exécutant. Celui qui s'approche le plus de la figure de l'éditeur est en réalité un auteur, Georges Cogniot, membre du Comité central et agrégé de philosophie.

¹⁴ Il fut un des rares cadres du PCF à soutenir le projet d'E. Triolet d'organiser la Bataille du Livre (1949-1952).

¹⁵ C'est le cas du roman d'Aragon les *Communistes* en 1949 ou de la 2^e édition de *Fils du Peuple* en 1950.

¹⁶ André Stil. *L'Optimisme librement consenti. Conversation avec Pierre-Luc Sérillon*. Stock, 1979, p. 91 ; - André Stil. *Une vie à écrire. Entretiens avec Jean-Claude Lebrun*. Grasset, 1993, p. 18 ; - John Ernest Flower. Pierre Courtade : the making of a party scribe. Oxford : Berg, 1995, p. 247 p ; - Jeannine Bouissounouse. *La Nuit d'Autun*. Calmann-Lévy, 1977, p. 194.

¹⁷ Témoignage de R. Hallery.

Contrairement aux EFR, terrain de conflit entre Aragon et J. Jérôme, les Editions sociales sont sous le contrôle direct de la direction. Mais le programme éditorial est le fait d'abord des intellectuels du Parti, impliqués le plus souvent dans la section d'éducation et également souvent traducteurs des œuvres étrangères. Le fait que les dirigeants communistes ont toujours été sensibles aux titres universitaires (doctorat, agrégation) a sans doute constitué pour ces hommes un facteur positif dans leur reconnaissance par l'institution politique.

Pourquoi une telle différence de traitement entre les EFR et les Editions sociales ? D'une part, la mission des Editions sociale est bien mieux considérée que celle des EFR. D'autre part, les intellectuels qui écrivent et travaillent pour les ES ont, contrairement aux EFR, des fonctions politiques reconnues (Comité central, rôle officiel dans des sections du Comité central ou dans les cours de formations politiques) que les romanciers des EFR n'ont pas. Cette différence devient évidente après 1952.

3. Sortie de guerre : Revendication ou contestation ? 1953-1956

En 1952, les tensions de la Guerre froide s'amenuisent. La propagande communiste doit s'adapter.

Cette baisse de tension a cependant un coût : pour les intellectuels communistes, mis en avant pendant toute cette période, leur rôle est désormais bien moins visible au sein de l'organisation politique.

En 1954, est créée – à l'égal de la presse – une « section des éditions » : elle est exclusivement constituée des éditeurs et de trois permanents. Le retrait des politiques au profit des intellectuels et des techniciens de l'édition laisse entendre l'avènement d'une nouvelle ère. F. Billoux le confirme, en déclarant que, bien qu'elle doit suivre toutes les publications, les tâches de la section « doivent être réalisées sans que la section d'Editions se substitue aux responsabilités des comités de rédaction de revues et des directions des maisons d'édition. »¹⁸ Mais une fois encore, le principe cache de réelles différences.

¹⁸ Compléments de décisions. Bureau politique, 24 juin 1954 ; - François Billoux. Tâches et organisation de la section centrale d'éditions, 2 p. dact. Arch. PCF.

Pour les romanciers, le bilan est amer. En effet, le genre romanesque a bénéficié du soutien institutionnel important, en particulier ce que l'on rattachait à tort ou à raison au réalisme. De fait, les EFR, maisons d'édition littéraire mais aussi productrice d'essais d'actualité, ont été bien souvent en première ligne de la propagande du PCF. Passé ce moment d'intense mobilisation, sa mission en tant que maison d'édition, devient extrêmement floue. La direction du PCF s'inquiète de son sort en raison de ses méventes sans proposer une ligne éditoriale claire. Lors du Comité central de décembre 1952, L. Aragon défend vigoureusement l'importance de cette production éditoriale au sein du Parti¹⁹. Il continue à s'opposer toujours à J. Jérôme²⁰.

De guerre lasse, à partir de 1954, L. Aragon commence à se détourner des EFR et laisse la maison aux mains a priori expertes d'un jeune auteur, militant mais également un professionnel (il a travaillé chez Hachette), François Monod. Ce dernier rencontre alors exactement aux mêmes problèmes (situation commerciale négative, absence de ligne éditoriale claire, absence de soutien institutionnel)²¹. Avant même les grandes crises politiques de l'année 1956, il avertit ses tutelles politiques du départ de jeunes auteurs, a priori prometteurs des EFR vers des éditeurs bourgeois, et l'incapacité des EFR d'en attirer de nouveaux²². Les EFR sont sur le point de devenir une coquille vide, faute d'être considérée comme une véritable maison d'édition, par la direction, par le monde de l'édition et par le public.

Du côté des Editions sociales, la question du repli politique et de la redéfinition éditoriale se pose différemment. Il est vrai que le sort et la pérennité des Editions sociales importent plus à la direction que ceux des EFR. En 1953, est constituée une commission des éditions, appelée « commission consultative » et composée de 23 personnes, essentiellement des intellectuels communistes, très liés aux Editions sociales, des « auteurs » ou des « éditeurs » au sens anglo-saxons du terme²³. Les travaux de la commission aboutissent à

¹⁹ Comité central, 5-7 décembre 1952, Gennevilliers, 19 p., Arch. PCF, Archives départementales de Seine-Saint-Denis, Bobigny.

²⁰ Editions, 6 f. manusc. Fonds Maurice Thorez, 626 AP 202, CARAN.

²¹ P. Daix. *J'ai cru au matin*. R. Laffont, 1976, p. 300.

²² François Monod. Note complémentaire sur les EFR, 11 septembre 1956, 1 f. manusc. FETA, CNRS.

²³ Commission consultative d'édition, 28 janvier 1954, Fonds Guy Besse, Arch. PCF.

de véritables revendications. En 1954, elle affirme « le désir exprimé par nos maisons d'édition [d'améliorer] sérieusement leurs rapports avec les intellectuels communistes : rapports plus humains, plus fraternels, plus attentifs, a-t-on dit ; par exemple, que les manuscrits présentés soient vraiment soumis à des comités de lecture compétents, que les réponses soient données plus rapidement, négatives ou positives mais en tout cas motivées ; que les décisions prises soient vraiment le fruit d'un travail plus collectif. » Ils souhaitent que les directeurs de collections ne soient pas être un « censeur mais [un] animateur »²⁴.

La direction du Parti communiste résiste pourtant, et rappelle aux uns et aux autres, la mission première des éditions, l'agit-prop. Dans ce contexte délicat, Joseph Ducroux est renvoyé en septembre 1955, pour des motifs que nous ignorons. Néanmoins, le fait qu'il soit remplacé par Guy Besse, jeune agrégé de philosophie, membre de la section d'éducation, démontre qu'une partie des revendications de la commission est entendue. Désormais les Editions sociales sont le terrain privilégié des intellectuels du Parti, essentiellement des philosophes, qui vont reprendre le chantier de la culture marxiste française, entamée avant guerre par Politzer, Nizan, Hilsun ou Cogniot. Mais il s'agit plus d'un gain que d'une victoire. Le principe du double ou triple contrôle est toujours valide : aux côtés de Guy Besse travaille Robert Brécy, militant autodidacte.

²⁴ Etude et rôle de la commission. Réunion du 25 mars 1954 et réunion du 28 octobre 1954, Fonds Guy Besse, Arch. PCF.

Pendant la guerre et après 1945, chaque maison d'édition est dirigée de préférence par un duo, l'éditeur-technicien et le responsable politico-administratif. Ce simple principe d'organisation démontre la faiblesse du rôle de l'éditeur tel qu'on l'entend couramment dans l'édition. Il est indéniable que certains hommes ont été de véritables éditeurs, mais cette fonction n'est jamais reconnue.

Cette non reconnaissance permet un contrôle politique relativement efficace sur cette production éditoriale. Mais elle a deux effets particulièrement pervers. D'une part, la moindre reconnaissance pour la fonction d'éditeur fera que cette fonction ne permettra pas de créer une dynamique politique et intellectuelle en créant des œuvres originales en nombre, en attirant des auteurs et surtout des lecteurs. D'autre part, elle empêchera totalement ces maisons d'édition de s'insérer correctement dans le champ éditorial français et surtout dans son réseau de diffusion.

Or, c'est au non de leur compétence scientifique que les auteurs, responsables de collections, traducteurs oeuvrant pour les Editions que ceux ci vont permettre la naissance de la figure de l'éditeur-expert. Ces revendications doivent être insérées bien évidemment dans le contexte qui aboutira au Comité central d'Argenteuil en 1966.

En revanche, ni Aragon ni F. Monod ne sont entendus lorsqu'ils revendiquent leur savoir faire (romancier, lecteur et critique littéraire) et donc leur qualité d'éditeur. Il est bien évident que la position seconde des EFR n'a pas permis une reconnaissance véritable de leur fonction.

Cela signifie t-il que la figure de l'éditeur communiste n'existe que dans le cas de publication de philosophie politique ? Il ne s'agit pas de cela, mais d'une question de moyens et surtout de marge de manœuvre. Ainsi, deux petites maisons d'édition dans des domaines eux aussi seconds (les livres d'art et la littérature pour enfants) ont profité de l'indifférence de l'autorité politique à leur égard pour développer une véritable politique éditoriale.

Marie-Cécile Bouju
Conservateur des bibliothèques
Docteur en histoire